

---

# La situation économique et financière de l'Irak

---

## Une économie impactée par les dépenses sécuritaires et de défense et part une trop forte dépendance du pétrole

---

Malgré une situation sécuritaire en amélioration et des indicateurs pétroliers orientés favorablement en fin d'année 2017 -avec un prix du baril à 57 USD en progression depuis mi-2017 et une production qui revient à son niveau de fin 2016 -, le nouveau budget 2018, présenté au Parlement fin octobre 2018, ne répond pas, cependant, aux exigences du Stand By Agreement –SBA-, signé avec le FMI. Des aménagements budgétaires devront sans doute être apportés afin que l'Irak puisse continuer à bénéficier de l'aide bi et multilatérale notamment dans le cadre de son programme de reconstruction, qui est estimé à plus de 100 Mds USD sur les dix prochaines années.

Le pays fait face depuis plusieurs années à une crise dont les facettes sont multiples : politique, sécuritaire, économique (baisse du PIB de -0,8% en 2017 après une croissance estimée à 11% en 2016 par le FMI) et budgétaire (la baisse relative des recettes pétrolières et la priorité donnée aux dépenses militaires et de sécurité pèsent fortement sur les finances publiques).

### **1. Une économie en transition qui reste tirée par les hydrocarbures.**

L'économie est dominée par le secteur des hydrocarbures, principal moteur de l'économie irakienne (88% des ressources budgétaires, 51% du PIB et 99% des exportations du pays). Ce secteur stratégique reste cependant peu pourvoyeur d'emplois (1%) et sa vulnérabilité à la volatilité des cours mondiaux inquiète les autorités irakiennes qui viennent de lancer une réflexion sur des projets de diversification visant à développer la productivité de l'industrie hors hydrocarbures et de l'agriculture nationales. La part dans le PIB des autres secteurs d'activités majeurs se répartit comme suit : agriculture : 9,7% ; industrie : 60% ; services : 30%.

Les perspectives économiques et financières de l'Irak à court et moyen termes restent incertaines. La stabilisation politique risque d'être fragile<sup>1</sup>, même si les vellétés d'indépendance du Kurdistan par rapport à l'Etat fédéral ont récemment subi un coup d'arrêt. Quant à la situation économique et financière, minée par les années de conflit, elle dépendra fortement de l'évolution du prix du baril<sup>2</sup> sans que le pays ne puisse substantiellement augmenter sa production pétrolière, compte tenu de ses engagements dans le cadre de l'OPEP. Le gouvernement dispose donc de faibles marges de manœuvre financières compte tenu de son endettement (qui atteint 67% du PIB en 2016, treize ans après un effacement de 80% de la dette du pays initiée par le Club de Paris), et ce malgré des performances de l'année 2017, qui devraient être meilleures que celles de l'année 2016 : croissance en volume du PIB hors hydrocarbures positive pour la première fois depuis 2013, réduction attendue du déficit public à 5% en 2017 contre 13,9% en 2016, réduction attendue du déficit de la balance courante à 2,3 % du PIB en 2017 contre 8,7% en 2016.

---

<sup>1</sup> Les élections législatives sont prévues en mai 2018

<sup>2</sup> Une augmentation de 1 USD du prix du baril entraîne une hausse de 1,4 Md USD de recettes annuelles, soit 0,7% du PIB. Les exportations de pétrole dépassent les 3,5 M de b/j fin 2017, retrouvant leur niveau de fin 2016, mais avec un prix du baril qui est passé d'une moyenne de 46 USD à 57 USD fin 2017

## **2. Un exercice budgétaire 2018 ne remplissant pas les engagements pris lors du SBA avec le FMI.**

Contrairement aux 3 éditions précédentes, le budget fédéral 2018, toujours en cours de discussion, n'est plus placé sous le signe de l'austérité avec un montant total de recettes de 72,2 Mds USD<sup>3</sup> (contre 66,85 Mds USD en 2016) et de dépenses de 91,5 Mds USD (contre 85,2 Mds USD en 2017), soit un déficit annoncé de 19,3 Mds USD (9,5% du PIB, et 21,1% du total des dépenses). Le financement de ce déficit proviendra de nouveau essentiellement d'un endettement externe (71%) et fera appel au marché obligataire international (2 Mds USD), au FMI (1,6 Md USD), à la Banque Mondiale..).

Les dépenses en investissements (23,4 Mds USD) sont en légère hausse de 8,3% par rapport à l'année précédente (21,6 Mds USD). Cependant, les taux d'exécution, notamment de ces dépenses d'investissements, restent faibles, dû essentiellement à des problèmes de planification et sécuritaires. Les principaux postes de dépenses ne devraient pas changer par rapport à l'exercice précédent et correspondraient aux ministères jugés prioritaires (Pétrole, Défense, Intérieur et Electricité).

Un important programme de redressement macroéconomique, sous supervision des bailleurs internationaux et multilatéraux est en cours jusqu'à mi 2019. Cette aide internationale, dont l'objectif est de couvrir le besoin de financement à court terme de l'Etat irakien estimé en 2016 par le FMI à 18,1 Md\$ entre mi-2016 et mi-2019, s'inscrit dans le cadre de l'accord de confirmation (SBA) d'un montant de 5,4 Md\$ mis en place par le Fonds monétaire international (FMI). La France contribue à cet effort international au travers d'un prêt budgétaire de 450M\$4.

Ce nouveau budget 2018 suscite de fortes interrogations de la part du FMI compte tenu notamment de l'augmentation des dépenses, de la non taxation des salaires ou encore du rythme d'embauches de nouveaux fonctionnaires. Enfin, l'allocation revenant au gouvernement régional du Kurdistan, soit 5,8 Mds USD, est également un point sensible, cette allocation ne permettant pas à ce dernier de faire face à ses engagements.

## **La reconstruction du pays, conjuguée à la stabilisation des zones libérées de l'emprise de Daech, est estimée, dans un premier temps, à 100 Mds USD.**

---

### **1. Des financements internationaux existants qui devraient augmenter très rapidement**

Après une phase de stabilisation débutée en 2015 sous l'égide du PNUD, l'Irak devrait prochainement entrer dans une phase de reconstruction. Ce programme de reconstruction devrait être annoncé mi-février 2018 lors d'une conférence internationale au Koweït. Dans la perspective de cette conférence, la Banque mondiale travaille aujourd'hui à une évaluation des dommages et besoins de l'Irak dans le cadre de la reconstruction. Pour mémoire, le gouvernement irakien évalue aujourd'hui ce coût à un montant compris entre 700 Md\$ et 1000 Md\$, soit environ cinq fois le PIB annuel de l'Irak.

Déjà plus d'un milliard d'USD ont été apportés par des institutions financières, dont les principales sont :

- Banque Mondiale : prêt de 350 M USD, couvrant les secteurs de l'électricité, du traitement des déchets, de l'eau (potable et usagée), du logement, des transports et des services de santé. La mise en œuvre de ces projets devrait s'étaler entre juillet 2015 et 2020. En octobre 2017, le conseil d'administration de la Banque a approuvé un nouveau prêt de de 400 MUSD. Ce montant additionnel serait orienté dans de

---

<sup>3</sup> Calculé sur un cours moyen du baril à 43,4 USD et des exportations de 3,888 M de barils/j.

<sup>4</sup> Egal à la contrevaletur en euros de 450M\$, dans la limite de 430M€.

nouveaux domaines (agriculture, systèmes d'irrigation, éducation et protection de biens culturels, en collaboration avec l'Unesco) et déboursés entre 2018 et 2023.

- KFW : prêt en cours de négociation de 500 M€, axé sur les secteurs de l'électricité, de l'eau (potable et usagée), du logement, des infrastructures de transports (ponts et routes)
- Fonds koweïtien d'investissements : 100 M USD axés sur la santé. Programme en cours de préparation

## **2. Tableau des indicateurs économiques et financiers**

	2014	2015	2016 (e)	2017 (p)	2018 (p)
Population (M d'habitants)	36,01	36,93	37,88	38,87	39,85
PIB (Mds USD)	234,7	179,8	171,7	192,7	202,9
PIB par habitant (USD)	6517	4869	4533	4958	5091
Evolution du PIB (%)	-0,7	4,8	11	-0,8	2,9
Inflation moyenne (%)	2,2	1,4	0,4	2	2
Part des hydrocarbures dans le PIB (%)	45,4	33,3	33,8	37,7	37,1
Production de pétrole (Mb/j) <sup>5</sup>	3,14	3,72	4,63	4,57	4,72
Prix moyen du baril exporté (USD)	96,5	45,9	35,6	47	48,8
Solde public (% du PIB)	- 5,4	-12,3	-13,9	-4,7	-0,6
Dette publique/PIB	32	55,1	66,9	63,8	68,3
Solde courant (Mds USD)	6,1	-11,6	-14,9	-4,5	
Solde courant/PIB	2,6%	-6,5%	-8,7%	-2,3%	
Dette extérieure (Mds USD)	58,1	66,1	67,5	73,8	
Flux d'invest. direct (Mds USD)	4,78	3,32	-0,146		

Sources : données du FMI - Service économique régional de Beyrouth (Novembre 2017)

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

<sup>5</sup> Le périmètre retenu par les services du FMI comprend la production de l'Etat fédéral et celle du Gouvernement Régional Kurde.